

Les élections italiennes peuvent-elles relancer la crise de la zone euro ?



Les principaux dirigeants italiens ont achevé vendredi leur campagne pour les législatives de dimanche et lundi, dans un climat d'incertitude sur la capacité du prochain vainqueur à assurer un gouvernement stable à l'un des pays les plus endettés de la zone euro.

Avec Alain Fabre

Atlantico : Les dernières prévisions laissent entendre que le résultat des élections législatives en Italie va accoucher d'une situation peut-être ingouvernable avec une gauche légèrement en tête et talonnée de près par Silvio Berlusconi, mais aussi par le mouvement populiste de Beppe Grillo. Les efforts de Mario Monti pour redresser le pays vont-ils être réduits à néant ? Le marasme est-il inéluctable en Italie ?

Alain Fabre : Si, comme on s'y attend, le résultat des élections législatives en Italie montre un très grand éparpillement des voix, il y a quand même fort à parier que **les principaux candidats auront intérêt à s'entendre. Il y a un élément qui pousse tout le monde à la responsabilité, c'est la mauvaise situation économique du pays.**

Malgré son image instable, on sait quand même à quoi s'attendre avec Berlusconi. La plupart de ses supporters sont favorables à la continuation de la situation mise en place par Monti. Ce qui pourrait d'ailleurs servir de prétexte à Berlusconi pour finalement renoncer - ce qui l'arrangerait bien - à ses propositions les plus extravagantes pendant la campagne.

En revanche, concernant Grillo c'est la grande inconnue. Cependant, avec encore 25% d'indécis, et la possibilité que les bons sondages expriment un ras-le-bol de l'électeur italien mais qui ne sera peut-être pas aussi décidé une fois dans l'isoloir, je ne suis pas sûr qu'il fera un aussi bon résultat que prévu le jour du vote.

Comment les autorités européennes anticipent-elles le résultat de ce scrutin ? Quelles seraient leurs réponses si le gouvernement élu faisait retomber l'Italie dans les travers que Mario Monti a combattu ?

Bruxelles est évidemment très attentive à ce scrutin. **Le problème qui se pose avec l'Italie, c'est que c'est une des principales puissances de la zone euro, ce qui rend toute possibilité d'un plan d'aide impossible.** On peut aider la Grèce, on peut aider l'Espagne, mais l'Italie est une économie trop importante pour être dans le même cas. Clairement, il y a une tension.

Silvio Berlusconi et Beppe Grillo, les deux outsiders de ce scrutin, ont chacun envisagé la sortie de l'Italie de la zone euro. Est-ce une perspective crédible ? La monnaie européenne peut-elle être sacrifiée sur l'autel du populisme italien ? Comment l'Union européenne serait impactée par une telle possibilité ?

C'est un scénario hautement improbable. Après le cas particulier de la Grèce, l'Italie est le pays le plus endetté de la zone euro. Ce serait un choc terrible. Sortir de la monnaie européenne et remettre en place la lire entraînerait probablement une grosse dévaluation : **l'Italie pourrait dévaluer de 20% ce qui voudrait dire une baisse de 20% des avoirs, et une hausse de 20% de la dette...**

La position sur la sortie de l'euro de Berlusconi et de Grillo est un marqueur symbolique fédérateur très souvent brandi. Mais on voit que, du côté de Berlusconi, il n'a jamais rien fait en ce sens quand il était aux affaires. Quant à Grillo, je pense que sa position de tribun sert surtout d'exutoire pour une population qui fait beaucoup d'efforts pour obtenir des résultats. Mais ses électeurs seraient les premiers touchés par une conséquence de la sortie de l'euro.

Pourquoi Mario Monti, dont beaucoup d'Italiens reconnaissent la qualité, et qui est également candidat, ne semble-t-il pas pouvoir peser dans ce scrutin (il est attendu à la quatrième place) ?

La faiblesse des réformes de Monti, c'est surtout la faiblesse du courant politique qu'il aurait du générer dans le même temps. Mais il n'y est effectivement pas arrivé. C'est assez typique de ce qu'on a pu retrouver en France avec Raymond Barre par exemple : les gens reconnaissent que vous êtes compétent, et que vous avez raison sur de nombreux points, mais ce n'est pas cela qui vous apportera les succès électoraux car vous n'avez pas su transformer cela en mouvement populaire.